

N° 5083<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

---

---

**PROJET DE LOI**

sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES  
ET DU BUDGET**

(6.6.2003)

La Commission se compose de: M. Lucien WEILER, Président; M. Jean-Marie HALSDORF, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Alex BODRY, Emile CALMES, Lucien CLEMENT, Gusty GRAAS, Gast GIBERYEN, Jeannot KRECKE, Jean-Paul RIPPINGER, Serge URBANY et Claude WISELER, Membres.

\*

**A. CONTEXTE ECONOMIQUE**

L'exercice budgétaire 2001 débuta sous des auspices économiques particulièrement sereins. Après l'année 2000, pendant laquelle notre pays avait connu une croissance économique de presque 9 pour cent, et à l'issue de laquelle les comptes de l'Etat affichaient des excédents de recettes affectables de 670 millions d'euros, les milieux politiques et économiques s'attendaient à une continuation, atténuée bien sûr, de la lancée engagée à la fin des années 90 par l'économie nationale.

Cependant, il devint clair par la suite que l'année 2000 avait été exceptionnelle, et que 2001 allait marquer le retour brutal vers des chiffres nettement moins enthousiasmants. En automne 2002, le STATEC révisa son estimation de la croissance luxembourgeoise en 2001 de plus de trois pour cent à un pour cent à peine. Les années 2002 et 2003 n'ont pas encore marqué la reprise jusqu'à ce moment, et si une telle reprise est attendue pour le deuxième semestre de l'année en cours, acteurs et observateurs politiques et économiques s'accordent pour lui conférer une dynamique encore bien contenue.

L'exécution du budget de 2001 ne fut pas encore affectée par le refroidissement net de la conjoncture qui se faisait sentir au cours de l'année en question. Les recettes fiscales de l'Etat étant effectivement différées dans le temps par rapport au moment de la genèse des dettes fiscales des contribuables, l'exercice 2001 profitait encore assez largement de la vigueur de l'économie en 2000, dont les retombées permettaient une exécution budgétaire qui déboucha une nouvelle fois sur des excédents de recettes considérables. Ces excédents n'atteignaient plus le niveau marqué en 1999 avec 433 millions d'euros et de 2000 avec 672 millions, mais ils restaient substantiels avec 152 millions d'euros.

Il est utile de remarquer à cet endroit que les recettes fiscales restent, dans une certaine mesure, imprévisibles. Une dynamique exceptionnelle du marché du travail génère ainsi assez facilement des excédents de recettes au titre de l'impôt retenu sur traitements et salaires, étant donné qu'une telle dynamique, qui s'installe en fonction d'un climat et d'une atmosphère économiques répercutés par des engagements supplémentaires de personnel par les entreprises, peut bien se faire jour au milieu d'une année donnée, et ne pas être attendue au moment de l'élaboration du projet de budget pour l'année concernée. Une affirmation similaire peut être faite concernant les recettes de la TVA, de l'impôt sur le revenu des collectivités et de la taxe d'abonnement. Ainsi, l'élan de l'économie nationale en 2000 fut tel que les encaissements fiscaux dépassaient très largement les estimations, même les plus optimistes. En 2001 pourtant, les excédents totaux ne représentent plus que 20 pour cent de ceux de l'année précédente – ce qui témoigne d'un ralentissement net de l'économie au cours de l'exercice budgétaire par rapport au précédent.

## B. L'EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 2001

Le budget définitif de l'exercice 2001 se présentait comme suit (chiffres en millions d'euros):

	<i>Budget courant</i>	<i>Budget en capital</i>	<i>Budget total</i>
Recettes	5.412,8	33,9	5.446,7
Dépenses	4.636,9	808,5	5.445,4
Excédents	+775,9	-774,6	+1,3

*Le résultat de l'exercice 2001 se caractérise par les traits suivants:*

- le budget courant affiche un excédent supplémentaire de 140,2 millions d'euros
- le budget en capital affiche un excédent supplémentaire de 10,9 millions d'euros
- l'excédent global passe ainsi de 1,3 million à 152,4 millions d'euros

*Les principales plus-values de recettes sont enregistrées au titre des postes budgétaires suivants:*

- Impôt sur le revenu des collectivités: +99 millions
- Impôt retenu sur les traitements et salaires: +91 millions
- Intérêts de fonds en dépôt: +58
- Taxe d'abonnement sur les titres de société: +118 millions

*Les moins-values les plus sensibles étaient:*

- Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'UEBL en matière de droits de douane et d'accises -87 millions
- Redevances à payer par la SES -42 millions

L'on peut noter que les principales plus-values de recettes sont de nouveau réalisées au titre du groupe des impôts directs sur les revenus ainsi qu'à celui de la taxe d'abonnement. Les recettes de la TVA ne se sont plus distinguées par un dépassement notable des estimations, ce qui était encore le cas en 1999 et en 2000.

\*

## C. AFFECTATION DE L'EXCEDENT DES RECETTES DE L'EXERCICE 2001

Traditionnellement, les excédents des recettes budgétaires sont affectés aux fonds d'investissement de l'Etat. Ceci est conforme à la déclaration gouvernementale du 12 août 1999, dans laquelle le gouvernement s'est engagé à procéder à de telles affectations afin de renforcer les moyens financiers des principaux fonds d'investissements. Le projet de loi propose ainsi de procéder à des dotations supplémentaires de six fonds particulièrement sollicités pendant les quelques années à venir.

L'affectation proposée est la suivante:

– Fonds de la coopération au développement	+25 millions
– Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales	+20 millions
– Fonds spécial des investissements hospitaliers	+40 millions
– Fonds d'investissements publics scolaires	+40 millions
– Fonds pour la loi de garantie	+15 millions
– Fonds du rail	+10 millions

Ces dotations supplémentaires sont motivées par des dépenses substantielles auxquelles devront faire face les fonds concernés.

Ainsi, la construction de lycées et d'infrastructures hospitalières supplémentaires requiert des capacités accrues des fonds pour les investissements publics scolaires et pour les investissements hospitaliers.

Ces constructions se sont avérées indispensables, et il semble partant logique que les fonds à charge desquels elles seront financées reçoivent des dotations additionnelles, de 40 millions d'euros respectivement, au titre des excédents des recettes de 2001.

De nombreuses infrastructures destinées au 3e âge sont actuellement en voie de réalisation, ce qui représente une charge importante pour le fonds des infrastructures sociofamiliales. Une dotation supplémentaire de 20 millions d'euros devra permettre à ce fonds de différer une diminution de ses avoirs jusqu'en 2003.

La dotation supplémentaire du fonds pour la coopération au développement s'explique par le souhait du gouvernement, partagé par la Commission des Finances et du Budget, de maintenir un accroissement réel sensible des montants alloués à la coopération d'année en année. La dotation budgétaire de base destinée à ce fonds est toutefois conditionnée par le PIB, qui n'a connu qu'une croissance minimale en 2001 et 2002. De ce fait, il semble raisonnable d'allouer une dotation supplémentaire à ce fonds dans la perspective d'une progression réelle des dépenses en matière de coopération.

Le fonds pour la loi de garantie doit être mis en mesure de procéder, le cas échéant, au remboursement anticipé d'emprunts contractés pour le financement de certains projets, notamment au plateau du Kirchberg. C'est dans cette optique qu'il devra recevoir une dotation supplémentaire de 15 millions d'euros.

Quant au fonds du rail, les grands projets d'infrastructure ferroviaire, notamment dans le sud du pays et autour de la capitale, justifient pleinement une dotation supplémentaire de 10 millions d'euros.

\*

La commission prend note de ce que le Conseil d'Etat marque son accord avec le projet de loi d'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice budgétaire 2001 sans formuler de commentaires à son encontre.

La Commission des Finances et du Budget recommande dès lors à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi tel que déposé par le gouvernement.

Luxembourg, le 6 juin 2003

*Le Rapporteur,*  
Jean-Marie HALSDORF

*Le Président,*  
Lucien WEILER

